



Paris, le 23 novembre 2023

Communiqué de presse

Première édition de l'Observatoire de la transition des territoires : l'action publique locale en matière de transition écologique est peu lisible

Les acteurs publics locaux doivent encore faire leurs preuves pour convaincre les Français qu'ils joueront le premier rôle en matière d'initiatives pour améliorer la situation environnementale dans leurs régions. C'est ce que dévoile la première édition de l'Observatoire de la transition des territoires, une étude menée par Opinion Way pour SFIL. Pour les Français interrogés, l'État reste le premier acteur capable de porter des initiatives de transformation pour la transition écologique en régions, devant les élus locaux.

A l'occasion du Salon des Maires et des Collectivités Locales, le groupe SFIL, banque publique de développement et premier financeur du secteur public local en France, a présenté son Observatoire de la transition des territoires. Ce panorama de la satisfaction et des attentes des Français concernant leur cadre de vie au niveau régional désigne **la transition écologique comme le chantier le plus urgent à traiter**. Le réchauffement climatique (54%) et la multiplication des catastrophes naturelles (53%) émergent comme les deux principales préoccupations, avant même la baisse du pouvoir d'achat. **Cette inquiétude est particulièrement forte chez les 18-24 ans : près de sept jeunes sur dix citent le réchauffement climatique** parmi leurs préoccupations majeures.

Une **majorité de Français (55%) exprime une confiance en la capacité de leurs régions** à relever le défi de la transition écologique, avec une adhésion encore plus marquée chez les moins de 35 ans (63%). Une **meilleure coordination entre les acteurs** (49%), des **moyens financiers** supplémentaires (46%) et une **plus grande implication des élus** sont les trois principaux leviers identifiés pour améliorer les politiques publiques en matière de transition écologique.

Mais lorsqu'on leur demande **qui est l'acteur dont ils attendent des initiatives pour améliorer la gestion environnementale dans leur région ou leur département, les Français (68%) désignent l'État**, dont 39% en premier, avant même les élus locaux, qui arrivent en deuxième position, cités par 58% des personnes interrogées, dont 22% en premier.

« Les compétences des collectivités locales en font des leviers majeurs de l'action publique en matière de transition écologique. Précisément parce qu'elles assument ces compétences, elles représentent 70% de l'investissement public. SFIL, à travers son offre de prêts verts lancée en 2019, accompagne les territoires dans leurs projets de développement des énergies renouvelables, de gestion durable de l'eau et assainissement, de gestion et valorisation des déchets, d'efficacité énergétique de la construction et de l'aménagement urbain, ou encore de mobilité douce et transports propres. Au total, ce sont plus de 2,6 milliards d'euros qui ont été octroyés dans ce cadre. Ces projets, de plus en plus nombreux, sont déterminants pour l'avenir des territoires et pour répondre aux attentes de la population, en particulier des jeunes. Notre Observatoire de la Transition des Territoires, qui a vocation à être renouvelé chaque année, nous permettra de suivre l'évolution de la perception dans l'opinion des efforts des collectivités territoriales pour relever le défi de la transition écologique », déclare Philippe Mills, Directeur Général de SFIL.

Huit Français sur dix se déclarent par ailleurs satisfaits de leur cadre de vie et reconnaissent particulièrement la qualité des services d'accès à l'eau potable (84% d'adhésion), de collecte des déchets (79%) et la diversité et la qualité des équipements sportifs mis à disposition (71%).

Enfin, sept Français sur dix affirment que la mise en place d'une tarification progressive aurait un impact sur leurs habitudes de consommation d'eau.

Méthodologie :

Étude réalisée du 4 au 28 juillet 2023, auprès d'un échantillon de 5001 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Cet échantillon a été interrogé par questionnaire auto-administré en ligne sur système CAWI (Computer Assisted Web Interview), avec un questionnaire d'une durée moyenne de 10 minutes.

A propos de SFIL

Sfil est une banque publique de développement, créée en février 2013, dans le but de garantir la stabilité du financement du secteur public local en France. 100 % publique, Sfil refinance des prêts à moyen et long terme que La Banque Postale, son partenaire commercial, propose aux collectivités territoriales et aux établissements publics de santé. Son objectif est de faire bénéficier à ces derniers des meilleures conditions de financement grâce à des notations, tant financières qu'extra-financières, de premier rang

et à une maîtrise des risques irréprochable. En mai 2015, Sfil a reçu par l'Etat une deuxième mission : la création d'un dispositif de place dédié au refinancement des grands contrats de crédits à l'exportation français bénéficiant d'une garantie rehaussée de l'Etat. Cette activité vise à renforcer la capacité d'exportation des entreprises établies en France. En 2018, dans le cadre de son engagement RSE, le Groupe Sfil a adhéré au Pacte Mondial des Nations Unies (Global Compact). Depuis le 30 septembre 2020, Sfil fait partie du Groupe Caisse des Dépôts.

Contacts presse :

Christine Lair, christine.lair@sfil.fr – 01 73 28 87 36

Myriam Levy, myriam.levy@taddeo.fr - +33 6 80 34 99 66